

Affaire Epstein : ce sont les capitalistes qui forment le plus grand réseau de prédateurs !

La poursuite de la publication par le ministère de la Justice américain des documents sur l'affaire Epstein – ce milliardaire qui, en plus de ses affaires, organisait un réseau de prostitution de jeunes femmes, dont certaines avaient 14 ans, et qui est mort durant sa détention aux États-Unis – n'en finit pas de secouer le monde des dirigeants de la planète.

Les ramifications du monde de la bourgeoisie

Les mis en cause ne sont pas tous impliqués dans les sordides affaires de prostitution liées au dossier Epstein, mais tous avaient avec ce dernier des liens amicaux ou financiers, ou les deux. Ce qui est notable, ce sont ces relations de tous ces puissants, milliardaires, têtes couronnées, politiciens : tous font partie du petit monde de ceux qui détiennent les commandes de ce système d'exploitation qu'est le capitalisme, grâce à leurs capitaux ou de par leurs fonctions politiques.

Un petit monde qui se connaît, s'entraide, ferme les yeux sur les frasques des uns et les affaires litigieuses des autres, et dans lequel les étiquettes politiques sont au fond secondaires – Epstein avait des liens personnels avec le fasciste Elon Musk aussi bien qu'avec le « socialiste » Jack Lang : le principal à leurs yeux est que tous font partie de cette bourgeoisie pour qui jongler avec des millions sur des comptes dans des paradis fiscaux est chose ordinaire.

Et ce sont ces capitalistes, et les gouvernants à leur service, qui n'ont pas de mots assez durs pour traiter de profiteurs ceux que la misère ou les guerres ont fait fuir des pays ravagés afin d'avoir le droit de grelotter sous une tente en France. Ou encore les travailleurs licenciés, ou les jeunes privés d'emploi. Et les mêmes traînent devant les tribunaux les travailleurs qui osent résister et relever la tête, pour preuve les dizaines de syndicalistes réprimés en ce moment à La Poste, à la SNCF, dans les hôpitaux... jusqu'à Sophie Binet, la secrétaire générale de la CGT.

Riposter à l'offensive des capitalistes contre les travailleurs

La bourgeoisie est à l'offensive contre le monde du travail. Patrick Martin, le patron du Medef, n'est peut-

être pas un prédateur sexuel abusant de jeunes mineures, mais cela ne le gêne pas de profiter de la galère des jeunes privés d'emploi pour proposer de ressusciter le « Smic jeune » et les contrats « première embauche » avec des salaires au rabais. Ce fameux CPE dont la loi qui l'instituait avait été balayée, il y a exactement vingt ans, par la mobilisation de centaines de milliers de jeunes, et de leurs parents.

Mais la bourgeoisie ne se contente pas de projets provocateurs. Les patrons maintiennent les salaires bien au-dessous de ce qu'il faudrait quand les prix des produits alimentaires ont flambé. Et ils utilisent l'arme du chômage pour cela.

Rien qu'en janvier, 2 400 licenciements ont été annoncés chez un géant du CAC 40, Capgemini-Sogeti, 1 800 à la Société générale. ArcelorMittal, autre géant du CAC 40, qui a vu ses titres grimper de 25 % depuis le début de l'année grâce aux perspectives des baisses d'importation d'acier en Europe, n'en annonce pas moins 5 600 licenciements en Europe, dont près de 1 700 en France.

Cette offensive de la bourgeoisie est accompagnée et encouragée par le gouvernement qui cherche par tous les moyens à réduire les dépenses consacrées à la santé, à l'éducation, aux services publics en général pour dégager l'argent des subventions et des commandes militaires.

Une offensive à laquelle il nous faudra répondre par une contre-offensive, si nous ne voulons pas voir nos conditions de vie et de travail dégradées encore davantage.

Une contre-offensive dont nous avons les moyens car, sans notre travail, ils ne sont rien.

Un bon début

Il y a quelque temps, nous écrivions un article pour dire que les temps d'attente au bureau des entrées étaient particulièrement longs. La direction a fait un effort et a changé... les sièges. Les temps d'attente n'ont pas diminué et nos collègues travaillent toujours à la chaîne, mais on prend soin désormais de notre fessier. C'est déjà ça !

Notre santé avant tout

Les Tilleroyes font désormais partie du groupement hospitalier. Là-bas comme ici les conditions de travail sont difficiles. Les aides-soignantes de nuit sont seules pour une trentaine de patients qui demandent une prise en charge souvent lourde. L'infirmière, elle, doit gérer les soins de 60 personnes et ne peut pas les aider à faire les changes trois fois par nuit. Si bien qu'à se rythmer, beaucoup y laissent leur dos.

Rien de nouveau sous le soleil

Lors de sa cérémonie des vœux, le directeur a remis une couche à propos des 7 h 30. Sûrement mécontent de notre action du jour même, il a utilisé son argument favori : « Les 7 h 36 sont une atypie à Besançon. » C'est de la même manière que la direction de 2009 essayait de justifier la fin des horaires à 7 h 42 au profit des 7 h 36. Cette réforme avait permis de faire des économies sur le nombre de RTT par agent. Toute ressemblance avec des événements récents est tout à fait fortuite !

Des promesses en l'air

Dans cette même cérémonie, le directeur a annoncé avoir proposé « *de nouvelles possibilités ouvertes pour garde d'enfant* ». Non seulement, nous n'avons absolument pas vu la moindre de ces propositions, mais cet argument est d'autant plus fâcheux qu'une bonne partie de nos collègues utilisent régulièrement leur RTT pour garder leurs enfants. Alors, pour compenser la perte sèche de nos trois RTT, les crèches auront intérêt à être sacrément sympas !

Travailler plus pour gagner plus

Dernièrement, la direction a annoncé vouloir rémunérer les heures supplémentaires. C'est sûr qu'avec ce qu'elle nous sucre avec les RTT, il devrait y avoir de quoi les payer ! Mais ce que nous voulons, ce sont des salaires suffisants pour ne pas y avoir recours et une politique d'embauche massive. Mais pour ça, nous ne pouvons pas compter sur nos grands chefs.

Big brother is watching you

Les voitures mal garées sont une des plaies de l'hôpital ; accès pompiers et ambulances sont régulièrement bloqués. La direction s'interroge sur la mise en place de lecture de plaques à l'entrée des parkings pour repérer les agents aux soi-disant « comportements inappropriés ».

Mais évidemment, aucune solution au manque de place n'a été avancée, d'autant que leur nombre va continuer à diminuer. Nous n'aurons qu'à nous construire notre propre parking privatif !

Il ne faut pas pousser

Depuis le 26 décembre, les patients ne relevant pas des urgences peuvent être redirigés vers le bureau des entrées pour remplir une fiche Doctolib et ainsi prendre rendez-vous avec la MMG. La charge de travail supplémentaire ne sera évidemment pas compensée par des embauches.

Mais pas de souci, l'encadrement a dit qu'il restera attentif aux contraintes supplémentaires. Nous voilà rassurés !

Ça bouge aussi à Novillars !

Tout comme au CHU, la direction du CHS cherche à faire des économies sur le dos du personnel. Impossibilité de récupérer les heures supplémentaires en journée complète, obligation de congés les dimanches et les jours fériés pour économiser les primes... Jeudi dernier, c'était appel à la grève, informations à la presse, assemblée générale et envahissement des locaux de la direction.

Ce qu'il se passe chez nous se produit dans tous les hôpitaux. Alors nous devrions unir nos forces.

Iran : plus de 50 000 arrestations

Pendant que les États-Unis entament leurs marchandages avec le régime iranien, les chiffres connus de la répression sanglante menée par le régime des mollahs contre les manifestants en décembre-janvier sont de plus en plus élevés : au moins 50 000 interpellations. ont eu lieu. L'évaluation du nombre de morts oscille entre 30 000 et 40 000. Un véritable carnage.

Ce n'est pas ça qui trouble Trump. Au contraire. C'est maintenant que les manifestations de la population ont été écrasées qu'il peut marchander avec le régime avec moins de crainte de voir la population réclamer son dû.